Marché bananier européen

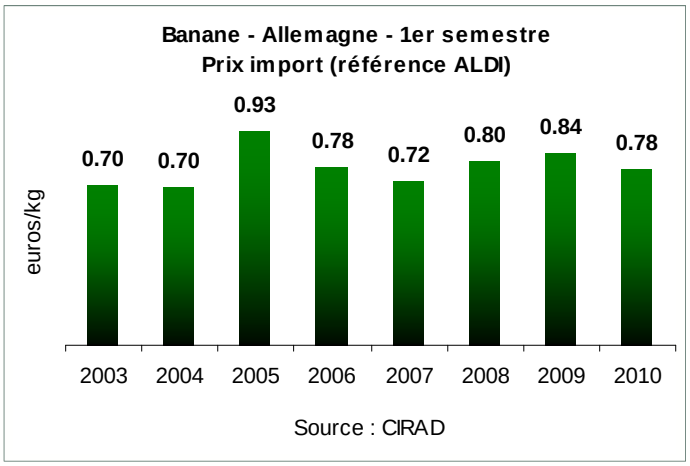
Y a plus de saison, mon pauvre monsieur

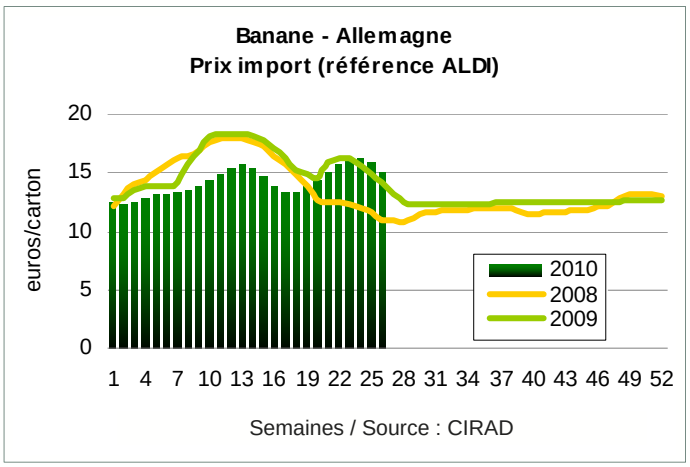
Au grand jeu du chamboule tout, le marché bananier est passé roi. En effet, l'évolution de la conjoncture banane en 2010 a largement brouillé l'ordre établi qui veut que le marché soit porteur de janvier à avril pour ensuite entamer sa longue période estivale de léthargie.

Le premier semestre 2010 a été l'un des plus chahutés de ces dix dernières années. Continuant sur les bases déplorables de la fin 2009, le marché bananier européen a collectionné les mauvaises performances depuis le début de l'année, semaine après semaine. Les prix ont été désastreux sur les quatre premiers mois. Il faut, par exemple, remonter dix ans en arrière, en 2000, pour retrouver un mois de janvier aussi calamiteux. Le prix import en Allemagne (référence Aldi) est péniblement monté à 0.67 euro/kg, contre 0.71 euro/kg en janvier 2007, 2008 et 2009. Le même refrain a accompagné le marché bananier jusqu'à la mi-mai. La moyenne de janvier à avril a atteint 0.75 euro/kg, soit 12 % de moins qu'en 2008 et 2009. Le retour en production du Costa Rica ou encore le potentiel élevé en Colombie ou en Afrique de l'Ouest ont contribué à une augmentation de l'offre mondiale, déstabilisant tous les marchés. L'UE n'a pu compter sur son régime d'importation à base de droit de douane pour échapper à la plongée des marchés. La preuve est enfin apportée que l'effet protecteur, ou tout au moins régulateur, du droit de douane à 148 euros/tonne est bien faible face à une offre mondiale qui retrouve ses plus hauts niveaux.

Une mise en orbite du marché

Quelque peu résignés, les opérateurs s'attendaient à une année des plus catastrophique. C'était sans compter sur les aléas climatiques qui, comme toujours, ont radicalement changé la donne. Avec un grand esprit de partage et à tour de rôle, les filières des fruits concurrents ont été les premières touchées : inondations en début d'année au Maroc et en Espagne, puis au printemps en Pologne, retards en production et même pertes de production, temps froid et humide dans toute l'Europe, etc. Ensuite, les zones bananières se sont vues amputées d'une part de leur offre : impact du temps froid de début 2010 sur le niveau de production de la Colombie au printemps, pluie de cendres volcaniques en Guadeloupe de même qu'en Equateur où elle s'ajoutait au temps froid, tempête tropicale au Guatemala, etc. La forte baisse de l'euro face au dollar américain a aussi calmé les ardeurs des opérateurs les plus modestes. Mécaniquement, ils voyaient leur mise augmenter (achat du fruit, fret et droit de douane), pour des retours financiers de plus en plus cachectiques.





Contenu publié par l'Observatoire des Marchés du CIRAD – Toute reproduction interdite

Synergie inter-DOM

Partage de pratiques innovantes : l'Institut Technique de la Banane s'ouvre aux autres filières

Le 7 avril 2010, l'Institut Technique de la Banane affirme son ouverture aux autres filières avec la création de l'Institut Technique Tropical (IT²). Revenons sur cette (r)évolution.

■ Pour garantir le succès du Plan Banane Durable, la filière Banane a créé fin 2008 son propre institut technique (ITBAN), à l'interface entre la recherche et les planteurs. De nombreuses problématiques techniques et environnementales étant communes aux différentes filières agricoles de Guadeloupe et Martinique, c'est en toute logique que l'ITBAN s'est ouvert aux filières de diversification. Ainsi, 2 ans après sa création, l'Institut Technique de la Banane devient l'Institut Technique Tropical (IT²).

■ L'IT² s'organise désormais en deux sections : Banane et Diversification. Cette dernière regroupe les filières maraîchère et vivrière, l'ananas, le melon et l'arboriculture. L'échange avec les Centres Techniques de la Canne et du Sucre (CTCS) et les filières d'élevage est aussi renforcé. « *Le développement de nos îles ne peut se penser qu'en synergie inter-filières et inter-régions ultrapériphériques, en mutualisant les moyens humains et financiers et en construisant une coopération étroite avec la recherche agronomique publique*», explique David Dural, Directeur de l'IT².

LA PAROLE À 2 STRUCTURES DE DIVERSIFICATION

Charles Cyrille, Président du Conseil d'administration de la SOCOPMA, Coopérative maraîchère et vivrière de Martinique

Que pensez-vous de l'ouverture de l'ITBAN aux autres filières ?

« Je suis convaincu de l'intérêt d'un institut régional multi-filières. Nous partageons le même climat et les mêmes sols, il est donc pertinent de mutualiser la recherche. Nous n'avons pas hésité un seul instant lorsqu'Eric de Lucy, Président de l'UGPBAN, nous a proposé cette opportunité. »

Quelles sont vos principales attentes?

« Le flétrissement bactérien de la tomate qui réduit les rendements, ou encore la lutte contre les larves d'insectes causant des crevasses dans les tubercules font partie de nos priorités. Par ailleurs, nos producteurs de bananes « plantain » doivent se préparer avec nos amis de la banane « dessert » à l'arrivée de la cercosporiose noire, champignon extrêmement néfaste pour les plantations : un exemple concret de problématique commune où l'IT² prend tout son sens. »

Radgi Bellone, Président de l'IGUAFLHOR, Interprofession Guadeloupéenne des Fruits, des Légumes et de l'Horticulture

Quels bénéfices voyez-vous à votre intégration à l'IT² ?

« J'y vois 2 avantages : un partage de savoir-faire technique sur nos pratiques culturales communes (enherbement, gestion de la fertilité des sols, etc.), mais aussi la possibilité de bénéficier de l'expérience et du réseau de la filière Banane pour nous structurer, et ce en vue de mieux répondre aux besoins du marché intérieur voire du marché à l'export. »

Quels sont vos besoins immédiats ?

« La sélection variétale est fondamentale. En effet, le climat tropical humide de nos îles ne convient pas à certaines variétés de fruits et légumes. Nous aimerions que la recherche se mobilise pour développer des variétés adaptées à la forte chaleur, capables de produire toute l'année et moins sensibles aux maladies. D'autre part, nous avons des besoins en termes de techniques comme la culture sous abri. Toutes ces avancées concourent vers un bénéfice commun : une agriculture durable. »

UNION DES GROUPEMENTS DE PRODUCTEURS DE BANANES DE GUADELOUPE ET MARTINIQUE

Ces logos attestent de l'origine et de la qualité d'une production agricole cultivée dans des régions éloignées de l'Union européenne, appelées régions ultrapériphériques.
Ils garantissent le respect des réglementations sociales et environnementales en vigueur dans l'Union européenne.

ORIGINE GUADELOUPE QUALITÉ — ORIGINE MARTINIQUE QUALITÉ

CAMPAGNE CO-FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE ET L'OFFICE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE D'OUTRE-MER

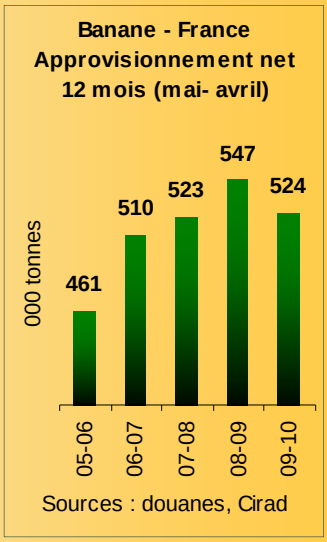
Contenu publié par l'Observatoire des Marchés du CIRAD – Toute reproduction interdite

RCS UGPBAN Fort de France 450 833 314

Approvisionnement : l'UE se maintient pendant que la France marque le pas

Seul l'approvisionnement des quatre premiers mois est connu à l'heure où nous écrivons ces lignes. Le bilan est légèrement positif pour les importations de l'UE-27 extra-communautaires : + 2 % par rapport à 2009, soit 37 000 t de plus. L'Equateur est la seule origine à avoir fortement réduit ses apports dans l'UE : - 12 %, soit 65 000 t de moins qu'en 2009. Le Costa Rica ainsi que le Panama reprennent petit à petit leur place. Les plus beaux scores sont réalisés par les ACP. La République dominicaine ne se contente pas de retrouver ses meilleurs niveaux d'avant cyclones, elle les pulvérise. Si la tendance actuelle se prolonge jusqu'en fin d'année, ce sont au moins 260 000 t de banane dominicaine qui trouveront le chemin de l'UE. Les origines africaines ne sont pas en reste. Le Cameroun (+ 13 %) et la Côte d'Ivoire (+ 7 %) ont bouclé un premier trimestre en fanfare, réduisant leurs apports en fin de période (avril). Le Ghana (+ 42 %) et le Surinam (+ 47 %) sont hors concours tant les volumes ont explosé sur les quatre premiers mois.

Contrairement à ces dernières années, la performance du marché français est bien inférieure à celle du marché européen. L'approvisionnement net du marché français s'est contracté de 10 % sur les deux premiers bimestres et même de 34 % en avril ! La Guadeloupe, qui n'a pu livrer durant 11 semaines (semaines 10 à 20), a contribué à ces mauvais chiffres sans pour autant en expliquer l'essentiel. Cet accès de faiblesse réduit à néant la régulière expansion du marché depuis 2007. Sur les douze derniers mois (mai 2009 à avril 2010), l'approvisionnement net revient à 524 000 t, contre 547 000 t un an plus tôt.



Réduction de l'offre bananière, augmentation du risque, baisse de la concurrence et temps froid et humide, tout était au rendez-vous pour propulser au zénith le marché bananier et tout s'est joué à partir de la semaine 19. Après avoir touché un point bas en semaine 18, le marché s'est raffermi durant 5 à 6 semaines. Du quasi jamais vu à une époque où, traditionnellement, le marché entre dans une anémie estivale. A la toute fin juin, en semaines 25 et 26, les prix ont battu des records absolus, avec un prix import Aldi entre 0.80 et 0.86 euro/kg, soit entre 15 et 16 euros le carton.

Au final, la moyenne (non pondérée par les volumes) ressort à 0.78 euro/kg pour le 1er semestre 2010. Ce qui est conforme à la fois à la moyenne triennale 2007-08-09 (0.79 euro/kg) et à la moyenne historique 1999-2009 (0.77 euro/kg). Pourtant, l'écart-type sur le 1er semestre, l'un des plus faibles de la décennie, confirme que, même si le printemps a été très positif, il manque dans les comptes de la filière les habituels très hauts niveaux de prix du mois de mars. Cela risque de peser lourd en fin d'année à l'heure du bilan, surtout que le potentiel se reconstitue un peu partout. Si certains opérateurs pensent que l'été sera calme, la fin d'année peut réserver des surprises et pas que des bonnes. On ne peut tout de même pas espérer que le ciel nous tombe à chaque fois sur la tête pour réguler le marché ■

Denis Loeillet, CIRAD
denis.loeillet@cirad.fr

© Denis Loeillet

Banane — Union européenne — Importations							
tonnes	Janvier à avril					Variation 2010-2009	
	2006	2007	2008	2009	2010*	%	tonnes
Total extra UE-27, dont	**1 448 601**	**1 605 318**	**1 625 636**	**1 559 687**	**1 596 364**	**+ 2**	**+ 36 676**
Total MFN, dont	**1 182 802**	**1 326 265**	**1 326 163**	**1 259 776**	**1 250 438**	**- 1**	**- 9 338**
Equateur	494 476	456 745	514 294	534 647	469 857	- 12	- 64 790
Colombie	297 182	396 926	365 232	365 821	375 654	+ 3	+ 9 833
Costa Rica	253 234	306 754	295 624	258 257	293 782	+ 14	+ 35 525
Panama	87 765	107 406	98 775	53 168	60 217	+ 13	+ 7 049
Brésil	28 480	30 519	25 223	23 407	23 021	- 2	- 386
Pérou	7 903	10 243	13 502	16 288	17 301	+ 6	+ 1 013
Mexique	383	212	57	5 088	4 762	- 6	- 326
Honduras	1 741	9 058	7 658	2 313	4 433	+ 92	+ 2 120
Guatemala	7 143	3 069	5 672	506	1 325	+ 162	+ 818
Total ACP	**265 799**	**279 053**	**299 473**	**299 911**	**345 926**	**+ 15**	**+ 46 015**
Cameroun	73 317	76 817	103 138	83 974	95 022	+ 13	+ 11 048
Rép. dominicaine	43 876	66 521	46 040	66 086	88 893	+ 35	+ 22 807
Côte d'Ivoire	81 728	66 445	71 196	77 133	82 880	+ 7	+ 5 747
Belize	21 774	15 188	25 983	20 706	23 819	+ 15	+ 3 114
Surinam	12 515	13 926	21 361	14 432	21 218	+ 47	+ 6 786
Ghana	2 476	8 279	16 288	13 428	19 119	+ 42	+ 5 691
Ste Lucie	10 289	14 580	10 520	11 093	10 683	- 4	- 410
St Vincent	5 723	6 235	3 966	2 924	2 173	- 26	- 751
Dominique**	4 308	3 788	937	10 101	2 074	- 79	- 8 027

* provisoire / ** données 2009 pour la Dominique largement surestimée au détriment de la République dominicaine / Source : EUROSTAT

Contenu publié par l'Observatoire des Marchés du CIRAD – Toute reproduction interdite